SOCIALISME OU BARBARIE
France

N°2 € 1 Décembre 2012 www.socialismo-o-barbarie.org
http://sobfrance.unblog.fr SouB.france@gmail.com

Hollande-Ayrault: un gouvernement au service de l'ajustement

Halte à la massacre contre le peuple palestinien! Page 7

Quel opposition de gauche au gouvernement Hollande ? Page 3
Hollande poursuit la politique raciste de Sarkozy. page 5
Grève générale européenne : les travailleurs ne se laisseront écraser. Page 6
Chavez ou Capriles: un choix à impact régional. Page 9
« La possibilité de légaliser l'avortement est absolument ouverte » Page 12

Editorial

Hollande: un gouvernement au service de l'ajustement

À peine quelques mois après avoir été élu, la popularité de François Hollande et de son premier ministre Jean-Marc Ayrault s'effondrent. C'est que pour une grande partie des travailleurs, de la jeunesse et des secteurs populaires, virer Sarkozy a été vécu vraiment comme un triomphe. L'espoir était que, après quatre ans d'attaques de Sarkozy à la classe ouvrière et la jeunesse (CPE, augmentation de l'âge de départ à la retraite, expulsion des roms et d'autres mesures racistes), le gouvernement de « gauche » changerait les choses. Cependant, cet espoir s'est heurté avec la dure réalité : le gouvernement « socialiste » n'est que le défenseur des profits des patrons, et dans une époque de crise cela signifie des attaques redoublés contre la classe ouvrière. C'est pour ça que maintenant les espoirs commencent à s'évanouir et la passivité initiale face au gouvernement à disparaître.

Une crise économique qui s'approfondit

Pour comprendre la situation de la France, il faut d'abord analyser la situation économique de l'Union Européenne. Ces derniers mois, la crise économique n'a pas cessé de s'approfondir dans tout le continent. Dans les pays les plus faibles de l'Europe (l'Espagne, la Grèce, le Portugal), la croissance économique continue à se ralentir, le taux de chômage augmente, et la dette publique qui harcèle ces pays est de plus en plus impayable. Les plans d'ajustement qui plongent les travailleurs dans la misère, sous la promesse qu'il faut améliorer la compétitivité pour sortir de la crise, mettent ces économies dans des situations de plus en plus récessives et la « sortie de la crise » promise est chaque fois plus lointaine. En outre, les économies « émergentes », qui n'avaient pas été aussi frappées que l'Europe par la crise internationale, et qui avaient même expérimenté une croissance économique après le début de la crise en 2008 - comme la Chine, l'Inde ou le Brésil- en subissent maintenant les conséquences, avec une moindre croissance, ce qui aura des effets aussi sur le reste des pays du monde. L'hypothèse d'une sortie rapide de la crise, ainsi que l'hypothèse des économies émergentes qui remplaceraient les puissances économiques en décadence et continueraient l'expansion du capitalisme, se sont avérées erronées. Partout, les plans d'ajustement des gouvernements se multiplient, en essayant de faire payer la crise aux travailleurs. Mais aussi se multiplient les grèves, les occupations d'usines et les mobilisations massives contre l'austérité capitaliste.

La France : l'austérité, c'est maintenant !

Par rapport aux autres pays européens, la France est d'une certaine manière « attardée » dans la réduction du coût du travail et l'amélioration de la compétitivité. À l'exception de la réforme des retraites approuvée en 2010, il n'y a pas eu vraiment des mesures d'austérité aussi importantes que dans les autres pays de l'Europe, où plusieurs réformes pour flexibiliser le marché du travail ont été approuvées les dernières années, et où le démantèlement de l'État providence (réduction du budget de Santé et Éducation, privatisation des services publics, etc) est plus avancé. Cela n'est pas le résultat de la bonté de la bourgeoisie française, mais d'une tradition de résistance de la classe ouvrière française (par exemple, les grèves de 1995 qui ont battu le plan Juppé, et aussi les grèves de 2010, qui ont échappé parfois au contrôle des appareils bureaucratiques).

C'est pour ça que le gouvernement doit maintenant, pour récupérer du terrain, mener des attaques d'une ampleur sans précédents. La vague de licenciements dans l'industrie (PSA, Sanofi, ArcelorMittal) a pour but non seulement de réduire le coût du travail par le biais de la super exploitation de ceux qui restent dans les usines, mais aussi d'infliger une défaite à la classe ouvrière pour établir un rapport de forces qui permette la flexibilisation du marché du travail. Le gouvernement, en dépit de ses fanfaronnades médiatiques contre la famille Peugeot lors de l'annonce de fermeture, a approuvé le plan de licenciements après le rapport Sartorius, ce qui montre clairement son attitude complice vis-à-vis du grand patronat.

À ces attaques dans l'industrie, s'ajoute le choc budgétaire, 10 milliards d'économies sur la dépense publique, et 20 milliards de hausses d'impôts. C'est-à-dire, moins budget pour l'Éducation et la Santé, avec par exemple, le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, voire de deux sur trois, ce qui réduit le nombre d'effectifs et alourdit le travail de ceux qui restent, et plus d'impôts à payer pour les secteurs populaires. La solution du gouvernement au problème du chômage est une arnaque : les jeunes embauchés à travers des emplois d'avenir n'ont aucune garantie d'avoir un emploi stable après la fin du plan (les embauches seront en CDD), et l'État prend en charge 75% du salaire, un vrai cadeau aux patronats (15000 emplois d'avenir dans des entreprises privées). Les étudiants boursiers pourront accéder à un emploi d'avenir dans l'éducation, ce qui permet au gouvernement d'une part de ne pas augmenter les bourses, et d'autre part de résoudre la crise d'effectifs dans l'éducation avec des contrats précaires au lieu de vrais contrats. Le problème du chômage ne peut être dissocié des licenciements, et le gouvernement ne peut pas prétendre de le résoudre tandis qu'il permet aux entreprises de licencier massivement.

La dernière attaque aux travailleurs, annoncée par le gouvernement le 6 Novembre, c'est l'allègement de 20 milliards d'euros des charges patronales. Cet allègement sera financé avec 10 milliards d'économies dans la dépense publique (qui s'ajoutent aux 10 milliards déjà annoncés) et le reste par une hausse du TVA, qui réduira encore plus le pouvoir d'achat des travailleurs. L'élaboration du rapport par un « expert » censé être objectif pour justifier cette attaque, ne permet pas de cacher que le gouvernement a décidé de suivre le programme du grand patronat.

La complicité de la bureaucratie et l'émergence des secteurs indépendants

En dépit de la méfiance croissante par rapport au gouvernement, il n'y a pas eu encore une réponse d'envergure aux attaques du gouvernement et du patronat. Cela s'explique par le rôle des bureaucrates syndicaux (CGT,CFDT, etc), qui ont -depuis l'élection de Hollande- favorisé l'attentisme dans la classe ouvrière et la confiance dans les négociations avec le gouvernement et le patronat. Au lieu de coordonner les différents luttes contre les licenciements et d'appeler aux grèves et mobilisations pour battre les attaques du patronat, les bureaucraties syndicales se sont engagées dans le « dialogue social » que propose Hollande. Ce dialogue est un tromperie pour freiner la mobilisation des travailleurs, avec le mensonge qu'il pourrait y avoir des accords « gagnant-gagnant » entre les travailleurs et le patronat. La vague de licenciements dans l'industrie, les coupes budgétaires et les hausses d'impôts démontrent clairement quel est le programme de la bourgeoisie pour sortir de la crise : dans une société capitaliste où le patronat fait ses profit

à travers l'exploitation ouvrière, une situation « gagnant-gagnant » n'existe pas.

Cependant, quelques secteurs de la classe ouvrière commencent à faire une expérience avec cette méthode du dialogue social et à exprimer leur mécontentement avec le gouvernement de manière indépendante des appareils bureaucratiques. La mobilisation devant le Salon de l'Automobile le 9 Octobre (voir l'article dans cette même édition), avec un degré de radicalisation important, a été organisé en dehors des appareils bureaucratiques, par les travailleurs eux-mêmes. Cela a été aussi un exemple concret de la convergence des luttes, avec des travailleurs du PSA, Sanofi, ArcelorMittal, Doux, Ford et d'autres boîtes en lutte. Cette stratégie d'auto-organisation, de convergence et de lutte dans la rue est l'opposé au « dialogue social » préconisé par les centrales syndicales, dont l'isolement des luttes en cours et le refus à faire des actions concrètes de solidarité avec elles est le complément.

Au fur et à mesure que la confiance initiale dans le gouvernement se dissipe, ces organisations indépendantes des bureaucrates peuvent prendre une ampleur plus importante. La tâche principale des révolutionnaires est de développer ces expériences d'auto-organisation de la classe ouvrière, et de rompre avec la stratégie de conciliation des bureaucrates avec le gouvernement. Cela doit être accompagné aussi de la construction d'une organisation politique révolutionnaire qui organise les militants les plus actifs et politisés qui émergent des luttes à venir, de manière indépendante du gouvernement mais aussi du projet réformiste du Front de Gauche (voir article dans cette même édition). Le NPA peut représenter cette organisation révolutionnaire, à travers une délimitation claire du Front de Gauche, et s'il utilise son insertion dans le mouvement ouvrier (par exemple, la figure reconnue de Philippe Poutou, dirigeant de l'usine de Ford Blanquefort et candidat du NPA à la présidentielle), au service de l'organisation indépendante de cette nouvelle avant-garde des luttes.

Quelle opposition de gauche au gouvernement Hollande ?

Comme nous avons signalé dans l'éditorial, la combinaison entre les espoirs initiaux dans le gouvernement de Hollande et la politique d'austérité de plus en plus profonde qu'il mène, commence à aboutir dans une méfiance croissante vis-à-vis du gouvernement, et une perte de légitimité. Cela peut stimuler dans les mois prochains l'émergence d'options politiques à gauche et à droite du gouvernement, un processus qui se vérifie dans d'autres pays d'Europe (notamment la Grèce, avec l'effondrement du système bipartidiste traditionnel). Le débat sur comment capitaliser la crise du gouvernement, et quelle opposition de gauche faut-il construire, est essentiel parmi les révolutionnaires.

Le Front de Gauche : un projet réformiste, complice du gouvernement de Hollande

Le Front de Gauche a généré beaucoup d'expectatives parmi des militants de gauche, avec sa phraséologie révolutionnaire et un score électoral relativement bon (l'appel à la révolution citoyenne, la publication du livre « Qu'ils s'en aillent tous ! », phrase utilisée lors de la révolte populaire en Argentine en 2001). Cependant, après les élections législatives (Melenchon avait appelé à voter Hollande pour le second tour), le Front de Gauche a montré clairement le rôle qu'il joue face au gouvernement avec, par exemple, le vote de « abstention constructive » lors de la constitution du gouvernement, en déclarant que l'objectif n'était pas « de sortir d'une majorité de gauche mais de faire des propositions précises qui soient au cœur de la gauche » . C'est-à-dire que le Front de Gauche n'entend son activité que comme un soutien critique du gouvernement de Hollande, avec l'idée de pousser le gouvernement vers la gauche. Ce n'est pas étonnant : Mélenchon vient d'être dirigeant du PS pendant des années, et il a été ministre du gouvernement Jospin pendant 2000-2002.

Le Front de Gauche montre aussi son caractère réformiste dans ses positions par rapport à un des sujets les plus importants de l'actualité : les licenciements et le chômage. Par rapport aux licenciements, le projet du Front de Gauche est l'interdiction des licenciements boursiers, c'est-à-dire, des licenciements faits par des entreprises qui font des profits. Le problème est que, de cette façon, on accepte qu'une entreprise « en difficultés » licencie sans problèmes. Or, dans le cadre de la crise internationale, il est possible que des entreprises soient, du point de vue capitaliste, non-rentables, et donc qu'elles soient « obligées » de licencier. Si on reste dans le cadre de la logique capitaliste, cela signifie que le profit des entreprises est plus important que la vie de millions de travailleurs, qu'on ne peut pas aller au-delà de la propriété privée. « Si vous êtes en bonne santé, monsieur le patron, on vous demande la courtoisie de ne pas licencier les pauvres ouvriers, mais si vous avez des difficultés pour continuer à exploiter des travailleurs et obtenir des profits multimillionnaires, allez-y, licenciez sans problèmes ! » La seule solution au problème du chômage, c'est l'interdiction des licenciements, et la nationalisation sous contrôle ouvrier des boîtes qui licencient, mais cela signifie s'attaquer au cœur du système capitaliste, ce que le Front de Gauche ne veut pas faire.

"Revolution par les urnes" ou révolution dans les rues

Ces aspects réformistes du programme du Front de Gauche renvoient à une discussion plus profonde sur les méthodes de lutte. En fait, le Front de Gauche ne considère la lutte que comme un exercice parlementaire, où les élus seraient les sauveurs du peuple, et on n'a qu'à voter dans les élections bourgeoises et après rester chez soi.

Pour le Front de Gauche, les institutions du régime bourgeois sont le seul moyen pour la transformation sociale, qui peut être atteinte à travers des reformes progressives, pour arriver à un "capitalisme au visage humain". Cela explique l'attitude de passivité totale de la part des directions syndicales bureaucratiques liées au Front de Gauche face à la vague de licenciements: la CGT se consacre aujourd'hui au "dialogue social" de Hollande, c'est-à-dire, à négocier l'austérité avec le grand patronat; lors des attaques de Sarkozy, la magnifique idée de Bernard Thibault, dirigeant de la CGT, a été d'appeler des "Etats Généraux de l'Industrie". Selon ces bureaucrates, la négociation avec le patronat servirait à améliorer la situation des travailleurs: on n'entend jamais parler de grève, mobilisation, occupation pour y arriver.

On peut voir aussi cette tactique parlementaire par rapport à la lutte contre

le TSCG. La politique de Mélenchon a été d'appeler un referendum. Mais même si cela semble être la chose la plus démocratique du monde, la vérité est que dans une société capitaliste, la bourgeoisie dispose de tous les moyens pour influer sur les résultats: la propagande massive avec les médias dominants, la mobilisation des appareils des partis bourgeois, les prébendes et les menaces contre la population. Les referendums agissent aussi en donnant le même poids à ceux qui luttent, qui s'organisent, qui prennent leur destin dans leurs mains, qu'à ceux qui restent passifs et sont plus facilement influençables par les outils du système. Dans ces situations de croissance des luttes, les élections servent à tirer les gens de la rue, un terrain plus favorable aux travailleurs, et les mettre dans les urnes, plus favorables à la bourgeoisie. Telle est l'expérience de Mai 68, quand De Gaulle a parvenu à dégonfler le mouvement avec la convocation aux élections législatives, une manœuvre à laquelle le PCF a contribué, en consacrant toute son énergie aux élections; cette expérience a fini avec une victoire absolue des gaullistes.

La méthode des révolutionnaires est, par contre, de stimuler la mobilisation et l'auto-organisation des travailleurs, la lutte dans les rues. La politique contre le TSCG devrait être l'exigence aux directions syndicales d'une grève générale, et le développement d'organisations indépendantes des bureaucrates pour l'impulser. Ces enseignements sont d'autant plus clairs lorsque l'exemple de l'Europe montre quel est le vrai rôle de la démocratie bourgeoise. En Grèce ou en Italie, les parlements ont désigné des gouvernements "techniques", qui n'ont été votés par personne, pour appliquer l'austérité; dans ces pays, comme en Espagne, les mesures des gouvernements sont répudiées par la majorité des travailleurs et du peuple, et ne peuvent être soutenus que grâce à une répression policière de plus en plus accrue.

En Grèce les derniers élections législatives ont été le scénario d'une campagne de terreur mené par les médias grecs et même allemands, pour terroriser la population avec les conséquences « catastrophiques » d'une sortie de Grèce de la zone euro, et ont été aussi utilisés pour dévier le puissant mouvement de grèves et mobilisations et le canaliser par la voie électorale.

La participation électorale des courants révolutionnaires est un outil auquel on ne peut pas renoncer : cela permet d'élargir notre auditoire et de faire une agitation politique parmi des masses. Cependant, l'activité électorale ne peut être jamais la principale activité d'une organisation révolutionnaire : le climat électoral peut changer rapidement, ce qui compte est la construction organique dans la classe ouvrière, les jeunes, les quartiers populaires. En plus, la politique électorale doit être subordonnée aux intérêts de la lutte de classes et l'obtention d'élus ne peut être une fin en soi qui permette d'abandonner une politique révolutionnaire sous des calculs électoraux. Les élus doivent être un point d'appui de la mobilisation ouvrière et aussi un outil pour dénoncer et clarifier les limites de la démocratie bourgeoise.

Faire croire aux travailleurs que la solution est dans les élections et que le seul moyen pour améliorer les conditions de vie est dans la lutte parlementaire, est une tromperie et sert à perpétuer la domination capitaliste (sans ou avec "visage humaine"); le contrôle bureaucratique du mouvement ouvrier et le freinage de toute initiative indépendante et de lutte y est le complément. La crise du capitalisme et le caractère de plus en plus anti-démocratique des "démocraties" bourgeoisies montrent que le seul chemin pour la classe ouvrière est l'auto-organisation, les grèves, les mobilisations, pour aboutir au renversement du système capitaliste et de ses institutions.

Quelques mots sur l'unité d'action

On veut parler ici sur une question plus générale qu'on croit nécessaire de clarifier, surtout parce qu'il y a encore dans le NPA des ambiguïtés sur ce sujet. Il s'agit du front unique et de l'unité d'action.

Pour nous, c'est clair que l'unité d'action et le front unique sont des tactiques indispensables de la politique révolutionnaire: rejeter ces outils avec des argumentations "puristes" (c'est-à-dire, que la classe ouvrière ne doit jamais partager des actions de lutte avec des secteurs réformistes ou bureaucratiques) serait d'un ultra-gauchisme infantile. Cependant, la tactique du front unique a quelques "règles" à suivre. D'abord, le front unique doit être au service de la lutte et l'organisation indépendante du prolétariat, c'est-à-dire, il doit servir à unir des forces autour des objectifs communs favorables à la classe ouvrière. Lors des grèves ou des luttes, le front unique est souhaitable et même indispensable pour gagner. Par exemple, les syndicats sont des fronts uniques des travailleurs: il y a dedans des organisations révolutionnaires et aussi des organisations réformistes. Si le bureaucrate N°1 de la France, Bernard Thibault, appelle à une grève générale contre les licenciements, c'est clair que ce serait sectaire de ne pas y participer parce que Thibault est un réformiste et un bureaucrate; par contre, il s'agirait de profiter de l' appel des bureaucrates pour aller plus loin, pour contribuer à l'organisation indépendante du prolétariat et au dépassement des appareils bureaucratiques.

Une autre règle importante du front unique: pendant les actions menées par ce front unique, il ne faut pas seulement soutenir, mais redoubler la critique adressée aux directions réformistes. Il faut avoir une politique systématique d'exigence et de dénonciation: exiger aux directions d'aller plus loin, de continuer les grèves, d'être conséquents avec la lutte (cela, évidemment, avec les considérations tactiques, propres à chaque lutte et au rythme qu'elle peut avoir). Et comme complément de cela, il faut être prêt à dénoncer les trahisons de la bureaucratie, le non-respect de la démocratie ouvrière. C'est justement dans le déroulement même de la lutte, à travers leur propre expérience et grâce à une politique systématique de clarification de la part des organisations révolutionnaires, que les travailleurs pourront en tirer les conclusions et rompre avec les directions réformistes. Taire les critiques sous l'excuse de l'unité, c'est abandonner la perspective de disputer la direction des organisations à ces directions réformistes, et donc renforcer le contrôle bureaucratique sur la classe ouvrière.

Ces considérations s'appliquent aussi à la politique vis-à-vis du Front de Gauche. On parle ici de fronts uniques sur des aspects concrets de la lutte de classes; on rejette, par contre, les fronts politiques avec des formations bourgeoises, parce que cela signifierait impulser la collaboration des classes et abandonner le principe d'independence politique de la classe ouvrière. Mais il faut avoir une unité d'action par rapport aux revendications concrètes de la lutte de classes. La non-ratification du TSCG est un exemple: il fallait se mobiliser ensemble avec le Front de Gauche pour cette revendication, mais en même temps lui exiger de mettre son influence sur les syndicats au service d'un vrai plan de lutte, des grèves massives, etc., et dénoncer sa politique exclusivement parlementaire et les limites que son soutien critique au gouvernement de Hollande impliquaient.

Le front unique dans les luttes ne peut être jamais une justification pour se dissoudre politiquement dans les organisations réformistes, en taisant les critiques à leur politique. Par contre, c'est avec la combinaison de l'unité d'action et d'une délimitation politique claire face au réformisme, qu'on pourra, tout au long de l'expérience même de la lutte de classes, démontrer concrètement aux travailleurs quelles sont nos divergences stratégiques et construire une organisation révolutionnaire indépendante.

Les Roms et les musulmans sont les boucs émissaires de la crise capitaliste.

Hollande poursuit la politique raciste de Sarkozy.

Le Premier ministre de François Hollande, Jean-Marc Ayrault, a choisi comme ministre de l'Intérieur Manuel Valls, qui appartient à l'aile droite du PS, et est connu pour ses propos racistes. Valls, dans les allées d'une brocante, dit : « Belle image de la ville d'Evry...» et demande à l'homme qui l'accompagne : « tu me mets quelques Blancs, quelques white, quelques blancos. », l'épisode est filmé par des caméras de TV.

Valls, qui se présente comme le premier flic de France, perpétue le traitement républicain-impérialiste de l'immigration. En matière de sécurité, il a proposé des forces de police municipales dans les quartiers. Depuis l'été dernier il s'est constitué une réputation d'autoritarisme (à droite) avec l'expulsion des familles roms, entre autres travailleurs migrants.

Les Roms ou Tziganes sont des populations nomades présentes en Europe depuis le XIe siècle, originaires du nord de l'Inde. Ils ont été persécutés, asservis ou tenus en servitude. Avec la création des États nationaux ,la persécution s'est aggravée comme pour les juifs. Au XXe siècle, ils ont continué à être stigmatisés, persécutés par les États « démocratiques » et assassinés par les nazis. Ils appellent l'Holocauste « la dévoration ».

Sédentarisés de force dans les pays mal appelés « socialistes », après la chute de ces régimes bureaucratiques, ils ont été expulsés des terres qu'ils occupaient en Roumanie, en Moldavie, en Yougoslavie, etc. Terres qui sont retournés à leurs anciens riches propriétaires. Parallèlement, la politique néolibérale accentue leur pauvreté. Maintenant, avec la crise économique, ils sont la cible d'attaques racistes dans de nombreux pays européens, car ils sont choisis comme boucs émissaires par les différents gouvernements. Les médias diffusent des discours de haine : ils sont des voleurs, ils sont sales, ils occupent les trottoirs, etc. Il y a même eu des tentatives de pogroms en Hongrie, à Marseille, à Naples, et ailleurs en Italie.

En France, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, en 2010, le ministre de l'Intérieur a ordonné l'expulsion des Roms du pays et de leurs maisons. Le gouvernement « socialiste » continue à jeter les enfants, les femmes et les personnes handicapées à la rue, sans aucune aide au logement. Seuls les organismes caritatifs s'en occupent : « à Lille, à Lyon, mais aussi à Evry des familles avec leurs enfants ont été jetées à la rue sans aucun ménagement par les forces de l'ordre et certaines renvoyées par charter dans leur pays d'origine. La droite exulte, l'extrême-droite en redemande. Martine Aubry fini par déclarer que sur le fond elle n'avait pas de divergences avec Valls ».

Ces concessions au populisme sécuritaire droitier ne cacheront pas le chômage, la précarité du gouvernement néolibéral de Hollande. S'en prendre aux humbles Roms ne suffira donc nullement à gagner le soutien du people. Le retour forcé dans les pays d'origine de ces populations est une mesure inhumaine, « les familles qui sont expulsées reviennent en France car elles ne peuvent rester chez elles (notamment en Bulgarie, en Roumanie et en Hongrie) où elles sont menacées, insultées et violentées en permanence par des organisations nationalistes xénophobes et racistes sous l'œil bienveillant des gouvernements locaux… Nous devons exiger, dans un premier temps, la levée complète des mesures transitoires qui visent les 15 000 Roms qui vivent dans ce pays (restriction d'accès à certains métiers, autorisation préfectorale avant embauche etc.), l'utilisation des ressources des fonds européens pour loger décemment toutes les familles, la scolarisation des enfants etc. »

Les Roms ne sont pas les seules victimes du racisme d'état. Le gouvernement et les patrons ont encore un autre bouc émissaire, les musulmans. Les medias comme le Point dont la couverture de l'un de ses derniers numéros visent à augmenter l'islamophobie ambiante. Valls profite de cette publication pour continuer ses attaques racistes en instrumentalisant le féminisme, lui, qui prétend défendre les femmes voilées par les machistes musulmanes, expulse régulièrement les femmes Roms.

Récemment, Saidou, chanteur du groupe Zep et Said Bouamama, sociologue militante, ont été mis en examen, comme d'autres militants antiracistes et syndicales qui subissent des procès.

Un autre exploit du socialiste Hollande : l'expulsion manu militari vers l'Espagne de la monarchie post franquiste d'une jeune militante indépendantiste française Aurore Martin ! Du jamais vu ! Sarkozy ne l'a pas fait, Hollande, démentant encore une fois ses engagements, a foulé aux pieds droits et libertés ! Manuel Valls est content. Il avait écrit un livre où il préconisait l'augmentation de la TVA et la lutte contre « l'antiterrorisme » ! Le mouvement dont la jeune camarade est membre, est légal en France.

Comme pendant toutes les grandes crises, les gouvernements et les patrons jouent la carte du racisme pour cacher que sont eux seuls les responsables de la misère. Mais aussi pendant les périodes de boom, le capitalisme a toujours utilisé les différences raciales pour créer des inégalités et ainsi diviser et soumettre de plus en plus les travailleurs. La fin du racisme, des conditions de vie humaine pour les populations Roms et tous les travailleurs, ne peut être possible que dans une Europe réellement Socialiste.

Grève générale européenne : les travailleurs ne se laisseront pas écraser

Le 14 Novembre dernier, la première grève générale européenne de l'histoire a eu lieu. Des grèves générales ont eu lieu en Espagne, Portugal, Chypre, Malte, Italie (grève générale de 4 heures) et Grèce (3 heures de grève, après une grève générale de 48 heures le 6 et 7 Novembre). Dans tous ces pays, les grèves ont été accompagnées par des mobilisations massives dans les villes les plus importantes, et il y a eu aussi des mobilisations de solidarité en France, Belgique, et d'autres pays.

Le suivi massif de ces grèves, ainsi que les centaines de milliers de travailleurs qui se sont mobilisés (notamment en Espagne), montrent la volonté des travailleurs à se battre contre l'austérité partout en Europe, ainsi que le sentiment croissant qu'attendre tranquillement les réponses des gouvernements ne sert à rien. Cette journée a montré aussi le rôle traiteur des bureaucraties syndicales et son influence encore majoritaire dans le mouvement ouvrier, mais aussi les points d'appui possibles pour déborder ces cadres bureaucratiques et construire une réponse conséquente et indépendante. On analysera ici le cas de l'État Espagnol, parce que nous croyons que c'est un exemple des tendances politiques plus générales qui, avec les particularités et inégalités propres de chaque pays, se déroulent partout en Europe.

État Espagnol: des grèves et mobilisations massives, une répression policière de plus en plus forte

La grève en Espagne a été la plus importante, par sa massivité mais aussi par la place que ce pays occupe en Europe, et l'attention médiatique et populaire qu'elle a soulevé les derniers mois. Selon les syndicats, le suivi à la grève a été massive : l'industrie a été paralysé, les services publics (transports, santé) ont fonctionné avec les minimums que la loi stipule, plusieurs petits commerçants ont suivi la grève pour la première fois ; le gouvernement a même dû allumer les lampadaires en plein jour pour manipuler les statistiques de consommation électrique (qui est un des indicateurs utilisés pour mesurer l'impact de la grève).

La journée de grève est finie avec des mobilisations massives partout : presque un million de personnes à Madrid et Barcelone, et des dizaines ou des centaines de milliers de personnes dans plusieurs cités du reste du pays. Toute la journée a été marqué par la réalisation de piquets de grève, organisés surtout par les partis de gauche, les organisations de jeunesse, les syndicats anti-bureaucratiques, ce qui a donné un caractère dynamique à la grève, et a fait converger les différents secteurs qui ont partagé les dernières luttes.

Le gouvernement a répondu avec une répression brutale, avec des centaines de manifestants détenus et blessés, et a même réalisé la provocation de voter les Budgets Généraux de l'Etat (c'est-à-dire, l'austérité redoublée pour l'année 2013) lors de la grève générale. Cela montre jusqu'à quel point le gouvernement du PP est éloigné des travailleurs et du peuple, et reste déterminé a sauver les banques et les entreprises privées, même si cela signifie plonger des milliers de personnes dans la misère.

Les syndicats bureaucratiques et le PSOE ne sont pas une alternative

Les syndicats bureaucratiques, U.G.T (historiquement lié au PSOE) et C.C.O.O (historiquement lié au PCE) ont appelé à cette mobilisation sous la pression des travailleurs et du peuple, qui en ont marre du chômage, des bas salaires, de la destruction du système éducatif et sanitaire. Cependant, ils ne font que des journées de grèves isolées, sans aucune continuité, qui permettent à ces « dirigeants » de canaliser l'engueulade des travailleurs, et de faire croire qu'ils répondent aux attaques du gouvernement, mais qui ne permettront pas vraiment de battre la politique d'austérité. Avec cette même méthode ils ont laissé passer les réformes du travail de Zapatero en 2010 et de Rajoy en 2012 : une seule journée de grève n'a pas été suffisante pour faire reculer le gouvernement, et après les bureaucrates n'ont rien fait pour continuer la mobilisation.

Le PSOE essaye maintenant de se « recycler » comme l' alternative « à gauche » du gouvernement droitier du PP. Ils ont même exprimé publiquement leur soutien à la grève générale et appelé le gouvernement à « écouter le peuple ». Cependant, personne ne peut oublier que le gouvernement du PSOE a commencé l'austérité dans l'État Espagnol, avec la réforme du travail en 2010, la baisse des salaires des fonctionnaires, la réduction du budget de l'Éducation et de la Santé. Lors du mouvement des « indignés » qui a commencé le 15 Mai 2011, c'était le gouvernement de Zapatero, PSOE, qui a réprimé les mobilisations et arrêté des centaines de jeunes.

Tant les syndicats bureaucratiques comme le PSOE ont été des piliers du système capitaliste et bipartidiste espagnol. Leurs politiques sont des différents alternatives à la crise dans le cadre du capitalisme et du système démocratique-bourgeois, un système qui a démontré largement qu'il est prêt a plonger dans la misère des millions d'êtres humains pour soutenir les profits des entreprises. Il faut construire une alternative politique de rupture avec le système capitaliste.

Une évolution à gauche et une radicalisation croissante

Une dynamique importante des derniers mois a été l'évolution à gauche de la population, qui s'est exprimée dans la grève générale. Il y a plusieurs mois, la consigne « PSOE, PP, la misma mierda » (le PP et le PSOE sont la même merde) est présent dans la majorité des mobilisations, ce qui montre que la légitimité du système bipartidiste commence à s'effondrer. Izquierda Unida (Gauche Unie), fortement liée au PCE, a été depuis la chute de la dictature l'allié « rouge » du système bipartidiste, et est part maintenant du gouvernement du département d'Andalousie, le plus peuplé de l'Etat Espagnol, en coalition avec le PSOE, ce qui permet aussi de construire une alternative vraiment révolutionnaire.

Dans le mouvement ouvrier et populaire, on constate aussi cette évolution à gauche. Dans la grève du 14 Novembre, plus de 30.000 personnes se sont mobilisées à l'appel des organisations de la gauche révolutionnaire, syndicats indépendants et assemblées populaires, dans une manifestation anticapitaliste. À Madrid, plus de 100.000 se sont mobilisés avec le « Bloque Unitario» et le collectif « Hay que pararles los pies », intégré aussi par des organisations révolutionnaires et des syndicats indépendants. Aux Canarias, la Fédération Anarchiste a occupé le scénario des syndicats bureaucratiques lors de la mobilisations et les a obligé à permettre aux autres organisations de parler. Toutes ces initiatives se sont basées sur une alternative anticapitaliste à la crise, l'annulation de la dette et des réformes du travail, la marche en arrière des mesures contre la classe ouvrière, et surtout sur la dénonciation du rôle joué pour les syndicats bureaucratiques, qui sont consacrés à empêcher une vraie grève générale reconductible.

Finalement, la journée de grève a fini avec des affrontements entre les manifestants et les flics, notamment à Madrid. Cela a une importance politique fondamentale: rappelons qu'il y a à peine un an et demi, au début du mouvement des Indignés, ce que primait était l'appel à la non-violence, à la résistance dite « passive », et on voyait dans les mobilisations des jeunes qui se laissaient casser la gueule par des flics sans répondre. Les affrontements à Madrid n'étaient pas un acte des « vandales », comme voulaient faire croire les médias dominants (et aussi les organisations traîtresses du mouvement ouvrier) : cela a été une expression organique de la radicalisation croissante d'une partie de la jeunesse et des travailleurs.

Avec une situation économique et sociale de plus en plus insupportable, la radicalisation des luttes et de même que la radicalisation politique continueront à se développer. Le succès des mobilisations indépendantes des syndicats bureaucratiques lors de la grève générale montre que les mots d'ordre anticapitalistes, socialistes et antibureaucratiques ont un écho très important à l'échelle d'une large avant-garde. La tâche des révolutionnaires aujourd'hui est de développer des organisations indépendantes des bureaucrates syndicaux et aussi des partis bourgeois ou de gauche du régime. La dénonciation systématique des trahisons de la bureaucratie, ainsi que les limites de la démocratie bourgeoise qui ne signifie autre que la dictature du capital, l'appel à l'auto-organisation des travailleurs et un programme anticapitaliste et socialiste face à la crise, sont des lignes directrices qui permettront de construire cette organisation.

Déclaration du Courant International Socialisme ou Barbarie, 16/11/2012

Halte à la massacre contre le peuple palestinien!

À bas l'État colonial, raciste et génocide d'Israël!

Encore une fois l'État d'Israël a déchaîné une massacre en bombardant la Bande de Gaza. Dans cet immense "camp de concentration", le plus grand de l'histoire, Israël emprisonne plus d'un million et demi de palestiniens. Mais ces sanguinaires attaques, qui ont déjà produit des dizaines de morts, semblent n'être que le prologue d'une attaque plus grave. Une incursion comme celle de Janvier 2009, avec des milliers de victimes.

Gaza est un des produits du « nettoyage ethnique » du peuple palestinien que les colonisateurs sionistes ont mené depuis la proclamation de l'État d'Israël en 1948. Depuis ce moment-là, les palestiniens qui n'ont pas été massacrés ou expulsés, ont été confinés dans plusieurs ghettos ou bantoustans cernés par des murs. Gaza n'est que le pire d'entre eux.

Israël poursuit la logique de tout enclave de colonisateurs: le déplacement et/ou l' extermination de la population originaire, comme la « solution finale ». Cela détermine aussi le régime qu'Israël, pendant ce temps-là, impose aux palestiniens dans les territoires qu'il domine: un système raciste d'apartheid, comme celle que les blancs appliquaient aux noirs en l'Afrique du Sud.

Comme les noirs Sud-africains, les palestiniens peuvent être « légalement » déplacés de leurs territoires, leurs logements démolis pour construire des colonies sionistes, emprisonnés sans aucun procès (il y a des milliers et des milliers en prison), torturés et assassinés impunément.

Mais cette longue histoire d'horreur a été aussi l'histoire de la lutte du peuple palestinien. Une lutte inégale mais héroïque et que n'a cessé jamais. Une lutte qui a une immense sympathie dans les peuples du Moyen Orient, et de larges secteurs dans le reste du monde.

L'État raciste d'Israël a pu se maintenir, cependant, pour plusieurs raisons. D'abord, parce que cette enclave coloniale est aussi le tête de pont de l' impérialisme américain (et aussi des autres membres de l'OTAN) dans le stratégique Moyen Orient. Mais, d'ailleurs, les capitulations traîtresses des bourgeoisies arabes et leur gouvernement (même de quelques-uns qui se disaient anti-impérialistes) ont été aussi décisives.

Tandis que d'une part les États-Unis défendent inconditionnellement Israël comme s'il était un territoire propre (dans les faits, l'État N°51 de l'Union), d'autre part, Washington a entretenu des liens très étroits avec tous les autocrates, roitelets et dictateurs qui lui garantissaient « l'ordre » dans la région, dont la première condition est le caractère sacro-saint d'Israël et son permis d'assassiner des palestiniens.

Mais cette situation idyllique se dégrade de plus en plus. D'abord, le Grand Protecteur d'Israël, l'impérialisme yankee n'est pas aujourd'hui ce qu'il était avant, la superpuissance qui dans les années 90 dictait la loi (inévitable) pour tout le monde. Les États-Unis ne s'est pas effondré ; mais il s'est affaibli relativement, autant par la crise économique que par les difficultés croissantes des entreprises militaires qu'il a entrepris dans la région il y a dix ans. Ce monde unipolaire des années 90 n'existe plus. Plusieurs choses échappent à son contrôle. D'autres puissances -aussi des puissances régionales- agissent par elles-mêmes.

Avec cela, le plus important a été le déchaînement du « Printemps Arabe », un procès qui continue même avec ses contrastes et ses inégalités. Cela affecte Israël pas

seulement en général, mais aussi dans un sujet crucial : ses relations avec Égypte.

Sous la dictature de Mubarak, Égypte était le meilleur ami d'Israël. Il était aussi utile dans le rôle abject de gardien de prison des palestiniens de Gaza.

C'est clair que le nouveau gouvernement des Frères Musulmans, avec le multimillionnaire Morsi à la tête, n'est pas du tout une garantie d'un affrontement jusqu'au bout avec Israël. Sa politique se réduit à essayer de calmer la situation et pas à combattre les colonisateurs sionistes.

Mais, en même temps, les islamistes des Frères Musulmans, se sont toujours présentés comme les plus fermes défenseurs de la cause palestinienne, trahi par les dirigeants bourgeois « laïques », comme Sadat et Mubarak en Égypte et l'OLP en Palestine. Aussi, les islamistes de Hamas, qui gouvernent la Bande de Gaza, sont une dérivation des Frères d'Égypte.

C'est dans ce cadre qu'Israël, après les élections aux États-Unis, lance une escalade de provocations, d'incursions en Gaza et des bombardements aériens avec plusieurs victimes, qui culminent avec l'assassinat d'un des principaux dirigeants de Hamas. Finalement, la justifiée réponse palestinienne -quelques missiles qui causent trois morts- a été présentée par les médias occidentaux dominants, comme s'il y avait une « guerre » entre deux factions égales.

Mais, comme on disait en Janvier 2009, dans une Déclaration face à l' attaque d'Israël à Gaza :

« Le fait est qu'on n'est pas du tout face à des factions égales. D'une côté on a le peuple palestinien qui lutte depuis 60 ans contre l'occupation, l'oppression et l'exploitation, et de l'autre côté l'État d'Israël avec le soutien direct des États Unis, et indirect de la majorité des pays impérialistes.

« C'est pour ça qu'on doit clarifier quel doit être la position des travailleurs face à ce combat historique : la défense des opprimés contre les attaques militaires ou d'autres domaines des oppresseurs. La

vérité est que l'impérialisme exige du peuple palestinien et de Hamas la plus absolue reddition, et l'acceptation de l'occupation et colonisation directe de son territoire par l'État théocratique et raciste d'Israël.

« À notre avis, il ne peut pas avoir parmi les socialistes révolutionnaires aucun doute que pendant que l'État raciste d'Israël continue à exister, il n'y a aucune possibilité d'une « solution pacifique » : cela tout simplement parce que Israël est basé -depuis son origine-, sur le déplacement, la colonisation et la massacre de la population palestinienne originaire.

« C'est pour ça que cette massacre soulève encore une fois le débat entre les courants qui se revendiquent marxistes, sur quel doit être le programme stratégique et les méthodes de lutte en Palestine.

« D'une part, on a la proposition de « coexistence de deux États en Palestine ». Comme on a déjà souligné, étant donné la condition d'État raciste et d'oppression national d'Israël, il s'est avéré depuis plusieurs décennies que cela est absolument non-viable.

« D'autre part, en même temps que nous sommes pour la défaite de l'État d'Israël dans le combat actuel, et pour la victoire des forces palestiniennes, nous signalons que l' histoire a démontré que la destruction de l'État d'Israël et la construction d'un unique État Palestine laïque, démocratique et socialiste dépend de la mobilisation et de la lutte politique et militaire autonome des plus larges masses de travailleurs dans les territoires occupés et dans l'ensemble des pays arabes. Une expression de cela a été l'expérience de l'ouverture forcée de la frontière avec Égypte depuis Gaza, qui s'est produite il y peu de temps grâce à l'action des masses de la Bande elles-même.

« Cette perspective nous différencie non seulement de Al Fatah, mais aussi de Hamas lui-même, qui n'ont pas une perspective socialiste pour les peuples exploités et opprimés de la région.

« Il n'y a qu'une alternative : la destruction de l'État d'Israël et la construction d'un État palestinien socialiste et d'une Fédération Socialiste des pays du Moyen Orient.

« Le courant international Socialisme ou Barbarie exige donc aux gouvernements d'Amérique Latine et du monde entier qu'ils condamnent l'attaque et l'invasion israélienne et qu'ils rompent immédiatement les relations avec l'État sioniste.

« Nous faisons aussi un appel à l'ensemble des organisations révolutionnaires, syndicats indépendants, syndicats étudiants et organisations de défense des droits humains à construire une forte campagne de solidarité avec le peuple palestinien.

*Halte au génocide contre le peuple palestinien !
*Dehors les troupes sionistes de Gaza !
*Pour la destruction de l'État raciste d'Israël !
*Pour un État Palestinien démocratique, laïque, non raciste et socialiste !

Déclaration du courant international Socialisme ou Barbarie

Chavez ou Capriles: un choix à impact régional

On présente ci-dessous un article qu'on a écrit lors des élections presidentielles au Venezuela, en Octobre de cette année. On croit que en plus de l'analyse des éléctions au Venezuela il a des éléments plus généraux par rapport à quelle position doivent avoir les courants révolutionnaires face à ces gouvernements réformistes ou nationalistes bourgeoises, qu'ont surgi dans plusieurs pays d'Amérique Latine à la suite des révoltes populaires qu'ont commencé au début du XXI siècle. Ce débat est toujours d'actualité parmi les révolutionnaires, et on veut ici faire notre apport.

Dans tous les sondages, cependant, Capriles a gagné du terrain. Bien que le président soit toujours le favori, Capriles semble en voie d'obtenir le meilleur résultat jusqu'à aujourd'hui pour un candidat d'opposition à Chavez, un résultat qui le laisserait placé comme leader de l'opposition pendant des années. » (Wall Street Journal, 10/03/2012)

Le 7 octobre prochain se réaliseront les élections au Venezuela. Au pouvoir depuis presque 14 ans, Hugo Chavez affronte une des élections les plus difficiles de sa gestion. Le type de phénomène qu'a produit le chavisme débouche sur une élection de haute tension politique, non seulement vu de l'intérieur, mais aussi de l'Amérique latine dans son ensemble.

En quelque sorte, le résultat donnera une indication sur l'avenir de la politique régionale. Ce scrutin aura des conséquences également pour la dynamique de la situation politique dans les autres pays de la région.

L'élection la plus difficile

Le premier point qu'on doit analyser est que l'administration Chavez dure depuis presque quatorze ans et aucun gouvernement capitaliste -et Chavez est capitaliste- peut durer tant d'années sans subir une usure.

A cette érosion politique s'ajoute une «incarnation» en la personne d'un Hugo Chavez qui n'est pas seulement plus âgée de 14 ans, mais qui a souffert d'un cancer, annoncé comme « guéri » un millier de fois, mais les faits le démentent. En tout cas, ce ne sont que des symptômes de problèmes sous-jacents qui seront discutés plus loin.

Tout d'abord, regardons les prévisions électorales. Les plus sensées semblent être celles qui annoncent que Chavez va finalement remporter l'élection, mais en tout cas, avec une marge plus faible. Il est vrai que dans les élections précédentes on observe des oscillations importantes.

Il y avait des élections où d'autres électorats se sont ajoutés au « noyau dur » des électeurs de Chavez, même de la classe moyenne. Il y avait aussi des circonstances où cette base chaviste a été suffisante pour remporter l'élection. Ceci, cependant, n'a pas eu lieu lors du référendum de 2007, où il fallait voter pour ou contre la deuxième réforme constitutionnelle. Chávez a été défait, obtenant moins de 50% des voix. Même une partie de ce « noyau dur » a refusé de le suivre, comme l'a démontré sa défaite à Petare, énorme quartier populaire sur la périphérie de Caracas.

Il est également un fait qu'aujourd'hui, les «escualidos» (comme on appelle l'opposition de droite) sont beaucoup mieux placés que dans les élections précédentes. Après leurs catastrophes politiques de 2002 et 2003 (avec l'échec complet de l'orientation putschiste) et après le désastre électoral (comme leur refus à participer à l'élection de 2004, laissant l'ensemble du Congrès à Chavez), les « escualidos » ont changé leur stratégie. Maintenant ils combattent Chavez sur son propre terrain, celui des élections.

En tout cas, plus que de faire des prévisions à quelques jours du vote il est important d'expliquer les raisons de l'affaiblissement de Chavez. Cela est nécessaire même si Chavez gagne, ce qui est le plus probable. Il est également impératif d'examiner les conséquences régionales dans les deux cas de figure, en fonction des résultats du dimanche 7.

Pas des changements de la structure économique

Chavez a réalisé une série de réformes et de programmes sociaux d'aide aux secteurs les plus pauvres de la société. Cependant, le grand problème c'est qu'il n'y a eu aucun changementstructurel dans le capitalisme vénézuélien.

Ce n'est pas que Chavez ait «fini» avec le capitalisme au Venezuela, parce que ce n'est pas le cas. Des formules telles que «révolution socialiste en cours» ou «socialisme du XXIe siècle », c'est de la pure propagande qui n'a pas de fondement dans la réalité. Le vrai problème n'est pas de savoir si le chavisme ait fini avec le système capitaliste (ou soit en train de le faire). Le gros problème, c'est qu'il n'y a pas eu de modification structurelle du capitalisme dans la période chaviste au Venezuela!

En d'autres termes: le Venezuela est encore un pays capitaliste, vivant essentiellement (plus que jamais) de la rente pétrolière!

Mais il y eu des changements entre le néolibéralisme des années 1990 et aujourd'hui. Il y a eu des changements importants dans la propriété et le partage des revenus pétroliers.

Sous le néolibéralisme des 90, PDVSA, la compagnie pétrolière d'Etat, sans avoir été formellement privatisée, faisait une distribution des revenus du pétrole pour l'essentiel favorisant les capitaux privés et étrangers. Une bureaucratie énorme que l'on appelait la «méritocratie» dirigait l'entreprise de manière relativement indépendante de l'Etat vénézuélien lui-même, en plus de se remplir les poches, en dirigeant le flux des revenus pétroliers vers des capitaux privés.

Dans la «grève-sabotage» de fin 2002 au début 2003, la «méritocratie» a été défaite par l'action déterminée des travailleurs du pétrole, qui ont empêché l'arrêt de la production et du transport. Le gouvernement vénézuélien a pu prendre en charge la totalité des recettes pétrolières (mis à part les joint-ventures avec des entreprises impérialistes mené par Chavez lui-même).

Une partie de cette rente- renforcée par la hausse des prix du pétrole- a permis de financer les programmes sociaux ou les «missions» que Chavez a lancés et qui lui ont donné tant de popularité.

Mais cette redistribution des revenus du pétrole ne signifiait pas un changement structurel,aucune transformation de l'appareil productif. Venezuela dépend encore exclusivement et à grande échelle de l'extraction et de l'exportation du pétrole. Le pays, comme avant Chávez, se caractérise par une industrialisation très faible et une situation encore pire dans la production agricole. Cela oblige à importer 80% des produits alimentaires et de consommation populaires.

En bref: la structure de production qui rend le pays non seulement capitaliste, mais en plus dépendant, n'a pas été changé du tout.

Cela provoque des graves problèmes sociaux. Tout d'abord, le chômage massif et le sous-emploi. Ainsi, au Venezuela ces phénomènes sont très massifs et le «travail indépendant» est considéré comme «naturel». Auparavant Caracas était remplie de commerçants de rue. Pour les cacher, le gouvernement a finalement interdit la vente ambulante et il a enfermé les vendeurs précaires dans des «marchés», faisant appel à une bonne dose de répression. Mais, bien sûr, le problème structurel de la production et de l'emploi ne se résout pas en masquant la situation.

Dans les quartiers entourant la capitale, il y a d'énormes colonies populaires avec des habitants qui, même si aujourd'hui ils sont assistés au moyen des plans sociaux, continuent à vivre dans les mêmes conditions qu'il y a des décen-

nies.

Ce n'est pas par hasard que le déficit de logements est énorme. C'est un déficit auquel le chavisme n'a pas donné une réponse de manière satisfaisante, au-delà des plans et des annonces faites sous la pression de la campagne électorale [1].

Comme dans d'autres pays, le chômage massif et le sous-emploi, notamment à Caracas, est le terrain sur lequel la délinquance a augmenté de façon spectaculaire. A cela s'ajoutel'effondrement des infrastructures d'électricité, de routes, de l'entretien des centrales électriques, des problèmes d'approvisionnement, etc

Tous ces problèmes sont abordés par la droite et son candidat Capriles : « Dans ses discours, Capriles se concentre sur les maux de tous les jours qui affligent les Vénézuéliens, comme les pannes d'électricité et les pénuries alimentaires, marquant un contraste avec l'ostentation du président. » (WSJA, idem).

Chavez a élaboré des éléments non pas de socialisme, mais de capitalisme d'Etat par voie de nationalisations diverses, une plus grande intervention du gouvernement dans l'économie, un ensemble de régulations qui s'éloignent, dans une grande mesure, du «modèle néolibéral».

Malgré la parlote sur le «socialisme du XXIe siècle», Chavez n'a jamais été prêt à s'engager dans une orientation anticapitaliste, condition nécessaire pour changer la structure productive du pays.

Les limites d'une gestion charismatique

En l'absence de changements fondamentaux, Chavez a choisi une autre voie. Il s'est consacré àl'arbitrage des contradictions de classe, ce qui, par ailleurs, dans le contexte de l'effondrement des partis traditionnels de la « IVe République », impliquait une gestion «charismatique» exercée par Chavez lui-même. Autrement dit, une «omniprésence» politique à travers des discours marathon, des émissions de radio comme « Bonjour président », parcourant sans relâche le pays, etc.

C'était une tentative de remplacer, d'en haut, l'absence d'organismes rassemblant les masses exploitées et opprimées. Leur action devrait être la véritable substance du «pouvoir du peuple». Le Venezuela a manqué presque entièrement d'organisations de pouvoir des masses, à l'exception des moments comme la situation radicalisée des années 2002 et 2003. À ces occasions, les mobilisations des masses elles-mêmes ont sauvé Chávez de deux tentatives de coup d'Etat.Pas l'appareil du chavisme!

Bien sûr, les gestions « charismatiques » posent le problème que le chef est «irremplaçable» parce que toutes les relations politiques sont nouées autour d'une «figure» et non de médiations «institutionnelles» plus formelles, comme le sont les vrais organismes du pouvoir du peuple.Les soi-disant «conseils communaux» ne sont qu'une caricature de cela. Ou, plutôt, sont l'exact opposé: des organismes de « clientélisme » et de contrôle, de haut en bas, dans le style des «comités de défense» cubains.

Mais il y a aussi un autre fait très important. Compte tenu de l'absence d'organismes réels de base (lesquels serait la seule façon de constituer le véritable socialisme), et compte tenu également du fait de l'effondrement des vieux partis traditionnels, une «démocratie plébiscitaire» s'est installée, dans le strict respect des mécanismes de la démocratie bourgeoise (vote de tous les citoyens).

La conséquence est que le chavisme se peut prévaloir d'une sorte de record dans les élections générales, où la question était toujours de plébisciter Chavez lui-même.
Mais le problème est que le mécanisme plébiscitaire, au fond, est tout à fait antidémocratique, entre autres raisons, parce qu'il ne laisse pas le choix: soit de voter pour Chávez ou de passer du côté des « escualidos ». Alors, évidemment, à ce jour, la plupart ont voté pour Chavez, parce ils craignent un retour à l'ancien état de choses sous des gouvernements libérales.

Mais ce mécanisme plébiscitaire non seulement n'a rien à voir avec un système de «démocratie socialiste» (en fait, c'est juste une sorte d'adaptation de la démocratie bourgeoise et de son souffrage indirect), mais, en même temps il comporte un danger[2]. Il suffit de perdre l'un des plébiscites, et tout peut s'écrouler!

En somme, au Venezuela il y a eu continuité de la démocratie patronale, en tout cas, avec des formes de «démocratie participative». Le vieux système de partis s'est effondré, mais les institutions répressives, colonne vertébrale de l'Etat, existent toujours (les forces armées «bolivariennes» sont le cas le plus emblématique). Chavez a lancé un parti d'état, le PSUV, et l'opposition patronale aussi a reconstruit et « renouvelé » ses instruments de politique.

En bref, et avec l'inexistence d'organisations de travailleurs, les choses sont réglées comme dans tout autre pays, par des élections indirectes, ce qui explique pourquoi le « projet chaviste » peut être saboté seulement en perdant les élections …

D'où, aussi, non seulement les limites (et la nature non démocratique) de la gestion charismatique, mais aussi de la démocratie (bourgeoise) du plébiscite.

Le monde à l'affût

Cela ne signifie pas que le résultat de l'élection nous soit indiffèrent. Le courant Socialisme ou Barbarie international se prononce pour le vote à la candidature indépendante des travailleurs d'Orlando Chirino, un dirigeant syndical vénézuélien de longue date.

Cependant, au-delà de cela, l'impact du résultat effectif du vote ne sera pas négligeable, selon que ce soit Chavez ou Capriles qui remporte l'élection. Le Wall Street Journal pense que vraisemblablement Chavez gagnera, mais que, dans tous les cas, Capriles se sera installé, y compris de par son âge, comme alternative à long terme.

Clairement la victoire ou la défaite de Chavez aura un énorme impact régional et aussi, bien que de façon limitée, international. Si Chavez réussit le test, ce sera un signe que le cycle politique dans la région, avec des traits de rébellion, de réformisme populaire et de cooptation des mouvements de combat (mais pas encore de révolution sociale) n'est pas achevé.

Inversement, si Capriles surprend en remportant la victoire, les bourgeoisies régionales du continent (avec le soutien américain) qui montrent des signes d'épuisement et de fatigue par rapport à ces gestions « charismatiques » redoubleront la pression. Ils veulent un retour à la «normalité» dans la gestion de leurs affaires sans l'intromission de l'État.

Il sera plus difficile de prévoir le futur si le résultat est douteux. Il y aura des contestations des résultats de la part de Chavez et de Capriles et certainement une telle issue conduirait à une grave crise.

Cependant, nous devons nous rappeler comment Chavez a immédiatement concédé sa défaite quand il a perdu le référendum sur la réforme constitutionnelle de 2007 (ce qui fait que Cristina Kirchner pointe le « respect absolu de la démocratie de Chavez). On a déjà vu le comportement des autres directions réformistes pusillanimes, par exemple lorsque les Sandinistes ont perdu les élections en 1990 face à Violeta Chamorro[3].

La démarche de Capriles est plus difficile de prévoir avec précision. Mais au-delà des vociférations et des plaintes, il semble que très probablement il ne ferait pas grand-chose en cas de défaite. Comme indiqué ci-dessus, le bilan de la bourgeoisie vénézuélienne est que si elle se polarise de façon putschiste, elle perd. Elle devra suivre le jeu institutionnel, tant que Chavez, même si elle ne l'aime pas, ne viole pas le système. Il ne l'a pas fait, ni ne le fera.

[1]Ce déficit est de 2.000.000 logements. En presque 14 années le chavisme en a construit 350.000.
[2]Cela renvoie à la théorie de l'État et comment les courants chavistes latino-américains se sont consacrés à introduire la confusion sur ce sujet, à embellir une circonstance qui n'a rien à voir avec le fameux «pouvoir du peuple» tant vanté. Ce n'est que la couverture du soutien sans restriction à une gestion capitaliste. C'est drôle comment beaucoup d'entre eux passèrent, sans interruption, d'un autonomisme enragé et «anti-État», à jouir des avantages et justifier une orientation définie sans vergogne « contre l'État, au-delà de l'État, mais aussi dans l'État »
[3]Bien sûr, les garçons (sandinistes) ont eu leur récompense pour ce comportement de vente de la révolution, en gardant la « piñata », comme s'appelait le détournement massif des biens de l'État par les dirigeants sandinistes. Cela a été toléré par la bourgeoisie, comme une «récompense» pour leur respect des institutions.

(Commence dans la page suivante)

parler avec Las Rojas. Nous sommes restées toute la journée à l'hôpital pour soutenir cette femme,et puis nous nous sommes mobilisées à la Mairie de la ville de Buenos Aires pour dénoncer Macri; des centaines de femmes se sont rassemblées et l'après-midi du Jeudi 11 Septembre la Cour Suprême de Justice a résolu obliger le gouvernement à réaliser l'avortement. Cela a été un triomphe énorme. Le problème est qu'on ne sait rien de cette femme, nous savons qu'elle a abandonné l'hôpital et qu'elle a été amenée dans un refuge sous la garde du gouvernement national, mais on ne sait pas s'ils ont réalisé l'avortement ou pas.

SoB: –Quelle a été la réaction du mouvement feministe ces jours-là?

M: –Ça dépend de ce qu'on appelle le «mouvement féministe». On a vu que des femmes et des gens partout se sont mobilisés, mais les organisations n'ont pas agi rapidement. Nous avons été pendant plusieurs heures devant l'hôpital toutes seules, jusqu'à ce que quelques organisations ont décidé que c'était bien de lutter pour cette femme. Je crois qu'il y a eu des réactions plutôt tardives et ceci est un problème.

SoB: –Pourquoi crois-tu qu'il y a cette inertie?

M: –Parce que les autres organisations féministes n'avaient pas le droit à l'avortement dans leur agenda politique de la même manière que Las Rojas et le Nouveau MAS. Dans la Rencontre Nationale des Femmes nous avons mené une lutte pour faire une mobilisation à Plaza de Mayo, à l'anniversaire du jour où les députés du gouvernement ont laissé tomber le projet de loi pour l'avortement. Nous avons mené cette lutte à contre-courant, parce que la majorité des organisations féministes disaient que conquérir l'avortement était impossible parce que Cristina (Fernandez, le président) y est contre, et donc qu'il faut prendre d'autres sujets. Elles avaient l'idée qu'il faut lutter pour ce qui est le plus facile, et la lutte pour l'avortement légal est difficile. Nous, par contre, nous étions préparées pour réagir face à cet événement.

SoB: –La Campagne Nationale pour le Droit à l'Avortement prend l'avortement comme axe, mais elle a eu aussi quelque inertie.

M: –C'est vrai. Avant cet événement, quand le protocole des avortements non punissables commençait à être discuté dans la ville de Buenos Aires, nous voulions prendre cet axe fortement, et les militants de la Campagne Nationale ne voulaient pas, parce qu'ils croyaient que c'était une «déviation» de l'axe principal: le projet de légalisation qui est déjà dans le Congrès National. C'est clair qu'on ne doit pas perdre l'axe de la lutte pour la loi de légalisation de l'avortement. Mais un événement comme celui-ci, qui entraîne une telle répudiation de la société, **permet de s'appuyer sur cette sensibilité populaire pour mettre dans l'agenda politique la légalisation, ce qui est finalement arrivé, grâce à notre réaction rapide.** Les droits n'ont pas été conquis par un petit groupe qui parle avec les députés, ni par un petit groupe qui se mobilise sans se connecter avec les sentiments que ce sujet provoque dans les gens. Quand on reussit à se connecter avec la colère populaire, on force le gouvernement à résoudre le problème. Je crois qu'il y a un manque de confiance de la part de ces camarades dans **le mouvement des femmes,** dans la pression politique que peuvent générer les gens quand ils sont vraiment indignés. Elles ont confiance dans le «lobby» parlementaire, une stratégie qui a subi un échec énorme le dernier 1er Novembre, lorsque tous ces députés qui avaient dit et promis qu'ils voteraient pour, n'ont pas donné le quorum quand le projet de loi pour l'avortement devait être traité. Nous ne sommes pas contre la présentation de projets dans le Congrès, **mais pour qu'ils soient approuvés il faut se mobiliser, de manière indépendante du gouvernement.**

SoB: –Comment a agi le reste de la gauche dans cette lutte?

M: –Ben, la vérité c'est que nous avons été assez seules dans ce sens-là aussi. Les autres partis de ce qu'on appelle la gauche révolutionnaire ont abandonné cette lutte il y a quelque temps. Ils ne sont pas apparus ni le 8 Mars ni dans les mobilisations suivantes. Ils n'ont presque pas assisté à la Rencontre Nationale des Femmes. Ils ont même dit que le mouvement des femmes «est mort» et qu'il ne vaut pas la peine de militer là. Le problème est que quand vous voulez être révolutionnaire, vous ne pouvez pas abandonner une revendication des exploités et des opprimés seulement parce que c'est difficile. En plus, on a vu que ce n'est pas le cas, que les situations terribles que subissent les femmes et la nécessité de lutter pour finir avec ces horreurs, c'est quelque chose qui est très vive dans le sentiment du peuple, ici et dans le monde entier. À tel point que pour ce gouvernement qui a su utiliser les médias et la propagande de masses très bien, il est impossible d'enfouir ce débat, n'importe quelle manœuvre qu'il fasse. L'oppression des femmes en général, et le droit à l'avortement en particulier, c'est pour le gouvernement comme un bouchon de liège sous l'eau: chaque fois qu'ils ne font pas attention, il revient à la surface, et avec plus de force.

SoB: –Comment tu imagines la mobilisation du 1er Novembre? À qui voudrais-tu appeler?

M: –À tout le monde. Je crois que cette mobilisation peut être importante si on fait le travail de la diffuser. Le premier élément c'est l'énorme quantité de gens qui envoie des messages par e-mail, par twitter, par facebook, ou dans la fac où j'étudie: «Je vais le premier Novembre avec Las Rojas!» Il y a un climat favorable pour faire une grande mobilisation dans la Plaza de Mayo. On doit travailler durement ces jours-ci avec l'idée que si on ne conquiert pas la légalisation, on ne va même pas conquérir l'application des avortements non punissables, parce que l'église avec son armée d'avocats s'est lancée dans une guerre judiciaire dans tout le pays pour les empêcher, en s'appuyant sur l'énorme quantité de juges de l'Opus Dei qu'il y a en Argentine.

SoB: –Sur le sujet de la guerre judiciaire, le gouvernement a aussi cette politique de parcourir les tribunaux pour porter plainte contre Macri, le directeur de l'Hôpital, le juge Rustan (qui a dicté la résolution qui empêchait la réalisation de l'avortement à la femme violée) et à tout le monde...

M: –En effet, les gens qui veulent faire quelque chose d'ici au 1er Novembre auront deux stratégies différentes devant les yeux: celle du gouvernement, qui veut résoudre le problème avec une armée d'avocats qui soit contre l'église, pour retourner les résolutions des juges de l'Opus Dei. Et celle de ceux qui croyons que la lutte est une lutte politique, pas seulement judiciaire, et que cela ne peut être résolu que par une grande mobilisation avant, pendant et après le 1er Novembre, qui fasse la pression suffisante pour obliger les députés qui ont laissé tomber le projet l'année dernière, à retourner au Congrès, traiter le projet, et l'approuver.

SoB: –Qu'est-ce que Las Rojas et le Nouveau MAS proposent de faire pour convoquer une mobilisation d'une telle envergure?

M: –Il faut que les syndicats étudiants, la Féderation Universitaire de Buenos Aires (qui regroupe les syndicats étudiants de toutes les universités de Buenos Aires), la Centrale des Travailleurs de l'Argentine, qui s'est plusieurs fois prononcé en faveur de l'avortement légal, les organisations sociales appellent aussi. Le gouvernement a la responsabilité de traiter le projet, mais de part de la société, les organismes qui se sont prononcés en faveur ont la responsabilité d'agir, d'appeler à la mobilisation et de rassembler ses militants.

SoB: –Voulez-vous ajouter quelque chose?

M: –On entend toujours dire que «la gauche à raison mais elle n'obtient rien», et que par contre «le gouvernement, parce qu'il a le pouvoir, approuve quelques mesures populaires», et donc, «je suis avec le gouvernement même si je ne l'aime pas beaucoup, parce que être dans la gauche est perdre le temps». **Les militants nous savons que ce n'est pas ainsi.** On a réussi à faire quelques choses très importantes, comme présenter des candidats d'opposition au bureaucrate syndical pro-gouvernemental dans Firestone (l'usine de pneus), ce que n'arrivait pas depuis plusieurs années, des candidats qui ont recueilli le 40% des voix et plusieurs délégués dans l'usine. Ou que Pedraza (dirigeant du syndicat des cheminots, responsable politique de l'assassinat de Mariano Ferreyra) soit en prison. Mais ces choses n'ont pas été diffusées dans les journaux ou dans la télé. J'espère qu'avec cette lutte, qui a été massivement diffusée, les gens qui veulent lutter pour une cause juste récupèrent un petit peu la confiance dans le fait qu'on peut lutter et gagner, si nous sommes conséquents et si nous ne nous laissons pas démoraliser par la propagande défaitiste qui dit qu'on ne peut conquérir des choses que si le gouvernement les donne. Ce gouvernement a fait tout pour enterrer le débat sur l'avortement et il n'y parvient pas, tout le monde parle du droit à l'avortement en général, au-delà des avortements non punissables. La différence entre le possible et l'impossible n'est pas la volonté d'un gouvernement, mais les rapports de forces qui sont le produit de la lutte ; cela a été démontré ces jours-ci. La possibilité de la légalisation de l'avortement est absolument ouverte et proche. Continuons la lutte jusqu'à ce qu'on arrive à la conquérir.

Argentine

« La possibilité de légaliser l'avortement est absolument ouverte »

En Argentine, où l'avortement est illégal, la Court Suprême de Justice a résolu il y quelques mois la non pénalisation des avortements dans le cas où la femme ait été victime de viol. Même si cela signifie une conquête du mouvement féministe, on a continué la lutte historique pour la légalisation de l'avortement pour toutes les femmes, gratuit et dans les hôpitaux publics. Les secteurs les plus droitiers de la population, avec l'Église Catholique à la tête et le réseau de juges de l'Opus Dei se sont mobilisés pour empêcher l'accomplissement de cette résolution, bien qu'il s'agisse d'une conquête limitée et d'un droit minimum pour les femmes. Un cas scandaleux a touché l'opinion publique, quand l'église et des groupes fascistes catholiques, avec l'aide de Macri, le maire de la ville de Buenos Aires, ont empêché l'avortement d'une femme qui fût victime de la traite des blanches. L'organisation des femmes du Nouveau MAS, notre parti frère en Argentine, Las Rojas (« Les rouges »), a été à la tête d'une massive mobilisation pour garantir l'avortement de cette femme, qui a obtenu un triomphe important, et aussi de la lutte pour l'avortement libre, légal et gratuit. Socialisme ou Barbarie a interviewé notre camarade Manuela Castañeira, qui a été pour de larges secteurs le visage visible de la mobilisation, pour qu'elle nous raconte l'expérience que Las Rojas ont mené ces derniers mois.

SoB : - Comment a commencé la lutte pour la réalisation de cet avortement non punissable ?

Manuela:- Un camarade du parti l'a vu par la télévision et nous a alertées. Las Rojas venaient d'arriver quelques heures auparavant de la Rencontre Nationale des Femmes (une rencontre qui a lieu tous les ans et qui rassemble plusieurs milliers de femmes). Nous nous sommes rassemblées rapidement en face de l'hôpital avec des pancartes, pour dire « nous sommes ici, les femmes qui soutenons cette femme, qui sommes pour le droit de décider ». Et ça a été comme un magnet, parce que toutes les personnes, tous les journalistes qui étaient là se sont rapprochés et nous ont dit « Filles, heureusement vous êtes arrivées, c'était dégoûtant d'écouter ceux qui étaient ici avant votre arrivée», c'est-à-dire, d'écouter les militants de l'église, avec leurs pancartes morbides qu'on peut reconnaître à 100 kilomètres de distance. Et nous nous sommes campées là fermement.

SoB: -Las Rojas font toujours des actes de dénonciation ; quelle a été la différence cette fois-ci ?

M: -La première surprise a été ça, les gens qui étaient dans la rue, les journalistes, **ils étaient tous en faveur.** Les infirmiers de l'hôpital sortaient pour se solidariser, les mêmes qu'aujourd'hui (pour le mardi 16 Septembre) vont faire un acte contre le prêtre de l'hôpital. C'était ça d'abord, l'émotion des gens qui s'approchaient pour dire « c'est un scandale ce qu'ils font à cette femme ». Même quelques filles qui marchaient dans la rue ont demandé ce qui arrivait, et quand nous leur avons expliqué elles ont dit « ce n'est pas possible ! » et elles ont pris les pancartes et sont restées avec nous. **C'est un changement très important dans l'attitude des gens par rapport à l'avortement.** Une haine totale pour ce que disent les curés, les groupes « pour la vie » (c'est-à-dire à dire, contre l'avortement)

SoB: –Comment ont été les jours suivants ?

M: –Cet élan de résister a généré beaucoup d'attention médiatique mais surtout sociale : qui sont ces filles qui luttent comme ça?; partout on nous demande qui sont Las Rojas, pourquoi nous faisions ça, qu'est-ce que le Nouveau MAS. Parce que même si le gouvernement fait beaucoup de propagande sur sa « jeunesse militante », il y a un contraste très grand entre sa jeunesse qui est là pour applaudir les politiques et **la jeunesse qui lutte contre une attaque brutale de tous les pouvoirs de l'État contre une femme qui réclame un droit fondamental.** Plusieurs militants qui soutiennent le gouvernement nous ont complimenté, nous ont dit que sur ce sujet-là ils sont d'accord avec nous. Ceux parmi nous, les jeunes, qui luttons pour nos idéaux, les jeunes qui sommes engagés, comme Mariano Ferreyra (assassiné par la bureaucratie syndicale des cheminots lors d'une manifestation dans l'année 2010), qui n'avons rien à voir avec les jeunes fonctionnaires du gouvernement avec des postes bien payés dans l'État, nous, on a fait un vraie différence dans cette lutte.

SoB: –Après la mobilisation à l'hôpital, comment cela a-t-il a continué?

M: –Le débat est apparu partout et Manzur (le Ministre National de la Santé) a dû nos répondre de manière directe, en disant qu'il n'avait «aucune responsabilité»; Macri aussi a dû faire des déclarations publiques; chacun essayait de rejeter la faute sur l'autre. Mais aussi on a reçu un tas d'appels, de messages provenant de tout le pays, des interviews à des radios de tout le pays, **tout le monde voulait**

(Continue dans la page précédente)